

# Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 42, du 15 au 21 octobre 2018

- Régional : Global Competitiveness Index (GCI) 2018 du World Economic Forum: baisse générale dans le classement, malgré des scores plus élevés (à l'exception du Nigéria) ;
- Nigéria : Le Sénat donne son accord pour une nouvelle émission de 2,78 Mds USD d'Eurobonds ; les opérateurs télécoms lancent un Comité pour l'Inclusion Financière ; l'industrie des médias et du divertissement pourrait générer 9,9 Mds USD en 2022 ; investissement de 10 MUSD de la Banque africaine de développement dans Chapel Hill Denham ;
- Ghana : Appel à manifestation d'intérêt pour l'attribution de six licences d'exploration pétrolière ;
- Libéria : Le Président George Weah prolonge la suspension des droits de douane sur le riz ;
- Sierra Leone : 50 MUSD de financements de la Banque mondiale pour des projets dans les secteurs de l'énergie et de l'agro-industrie.

## Régional

**Global Competitiveness Index (GCI) 2018 du World Economic Forum: baisse générale dans le classement, malgré des scores plus élevés (à l'exception du Nigéria).**

Pays	Rang	Valeur	Diff. Rang GCI 2017	Diff. Valeur GCI 2017
Ghana	106	51.3	-2	+1.4
Nigéria	115	47.5	-3	-0.5
Libéria	132	40.5	-2	+0.6
Sierra Leone	134	38.8	-3	+0.1

L'indicateur vise à apporter une mesure agrégée de la qualité des facteurs de productivité dans chaque pays. Il est construit autour de quatre sous-composantes (environnement des affaires, fonctionnement des marchés, capital humain et écosystème d'innovation), et se situe sur un intervalle de 0 à 100. L'indice médian au niveau mondial (140 pays) est de 60, avec les Etats-Unis en première position (85,6) et le Tchad en dernière (35,5). [La valeur médiane pour l'Afrique sub-saharienne \(34 pays\) est de 45,2 avec Maurice en tête \(49<sup>e</sup> avec un indice de 63,7\), mais 17 pays font partie des 20 derniers du classement général.](#) Pour l'Afrique de l'Ouest anglophone, les avantages comparatifs du Ghana se situent dans la qualité de ses institutions (59<sup>e</sup>) et la taille de son marché (73<sup>e</sup>), mais l'instabilité macroéconomique (132<sup>e</sup>) et la qualité de ses infrastructures (116<sup>e</sup>) constituent des freins importants. Au Nigéria la taille du marché intérieur (30<sup>e</sup>), ne permet pas de compenser la faible attractivité de l'environnement des affaires (toutes les sous-composantes se situent entre les 123<sup>e</sup> et 130<sup>e</sup> positions) et l'état du système financier (131<sup>e</sup>). Par ailleurs, la faible adoption des nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) (139<sup>e</sup>) au Libéria limite les gains de productivité, contrairement à l'actuel dynamisme commercial (89<sup>e</sup>). Enfin, le niveau de santé des individus (137<sup>e</sup>) et l'instabilité macroéconomique (134<sup>e</sup>) représentent les principaux freins de la Sierra Leone en matière de productivité, contrairement à la qualité de ses institutions qui semble être un facteur relativement plus favorable (106<sup>e</sup>).

## Nigéria

**Le Sénat donne son accord pour une nouvelle émission de 2,78 Mds USD d'Eurobonds.**

Cette nouvelle émission sera la deuxième réalisée cette année après celle effectuée le 23 février dernier sur la place boursière de Londres, qui avait permis une levée de 2,5 Mds USD, répartis en deux tranches : la première d'1,25 Md USD avec une maturité de 12 ans offrant un coupon de 7,143% et la seconde du même montant mais assortie d'une maturité de 20 ans et d'un coupon de 7,696%. [D'après les déclarations de la ministre de Finances Zainab Ahmed, cette nouvelle levée de fonds serait destinée à financer les dépenses en capital du Budget 2018.](#) Les réactions ont été nombreuses pour mettre en garde le gouvernement face à la hausse rapide de l'endettement public. Evaluée à 16% du

PIB en 2015, la dette publique atteindrait 24,8 % du PIB d'ici la fin de l'année d'après les dernières estimations du FMI. [Cette émission viendra gonfler le niveau des réserves de changes passées de 47,8 Mds USD fin juin à 42,9 Mds USD le 16 octobre avec une chute de 1 Md USD sur les 12 derniers jours.](#) Par ailleurs, [le Bureau national des statistiques a publié le chiffre de l'inflation pour le mois de septembre qui s'établit à 11,28%, soit le deuxième mois de hausse consécutif après 18 mois de baisse entre janvier 2017 et juillet 2018.](#) Lors des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, le Gouverneur de la Banque centrale, Godwin Emefiele, aurait indiqué que sa priorité est de maintenir un taux de change stable quitte à puiser dans les réserves internationales.

### **Les opérateurs télécoms lancent un Comité pour l'Inclusion Financière.**

[Les opérateurs de télécoms MTN, Airtel, Glo, 9Mobile et Ntel ont lancé cette semaine un comité pour renforcer l'inclusion financière au Nigéria.](#) Ce comité a pour objectif de porter l'inclusion financière à 80% de la population d'ici 2020 et vise particulièrement l'utilisation de l'argent via les téléphones mobiles. D'après le communiqué de presse, il prévoit notamment de combiner la base mobile des sociétés télécoms, les différents systèmes d'identité intégrée et les réseaux de distribution des quatre opérateurs. Pour information, MTN est leader du marché de la téléphonie GSM au Nigéria avec 40% des utilisateurs, suivi par Airtel et Globacom (25% des utilisateurs chacun) et 9Mobile (9% des utilisateurs), dont le rachat par Teleology Holdings à hauteur de 300 MUSD est toujours en cours. A noter enfin, [Teleology Holdings a récemment été retenue par le gouvernement ougandais pour le rachat de 67% des parts de l'opérateur historique Uganda Telecom pour 71 MUSD.](#)

### **L'industrie des médias et du divertissement pourrait générer 9,9 Mds USD en 2022.**

[Selon une étude PwC,](#) l'industrie des médias et du divertissement au Nigéria devrait générer en 2018 des revenus à hauteur de 4,6 Mds USD. Ces derniers seraient essentiellement portés par les revenus issus d'internet (3,2 Mds USD en 2018 contre 2,5 Mds USD en 2017), ainsi que ceux de la télévision payante et ses revenus publicitaires (910 MUSD en 2018 contre 800 MUSD en 2017). L'industrie du cinéma devrait quant à elle générer 14 MUSD et 19 MUSD de revenus en 2018 et 2022 (revenus publicitaires compris) contre 13 MUSD en 2017. Ce faible montant, comparé au volume de production (2000 films environ sont réalisés annuellement), s'explique par le manque de cinémas (114 salles en 2017 et 152 attendues en 2022) pour les projeter. Le reste des productions est directement distribué, sous forme de DVD, souvent sur le marché informel.

### **Investissement de 10 MUSD de la Banque africaine de développement dans Chapel Hill Denham.**

Le conseil d'administration de la Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un investissement en naira équivalent à 10 MUSD dans le Fonds de financement de la dette d'infrastructures du Nigéria (NIDF) de la banque d'investissement Chapel Hill Denham Nigeria. [Cette décision vise à renforcer le stock d'infrastructures du pays, notamment en augmentant les capacités de distribution de gaz « propre » et de production d'électricité \(y compris d'énergies renouvelables\).](#) Le NIDF devrait également cibler des investissements dans d'autres types d'infrastructures clés, comme le transport et la logistique. Selon le communiqué de la BAD, cet investissement devrait mobiliser jusqu'à 134 Mds NGN (369 MUSD) du secteur privé par un effet de levier, en particulier auprès des fonds de pension qui ont déjà investi 15,4 Mds NGN (42,4 MUSD) dans le NIDF.

## **Ghana**

### **Appel à manifestation d'intérêt pour l'attribution de six licences d'exploration pétrolière.**

L'appel à manifestation d'intérêt en vue de l'attribution de six nouvelles licences d'exploration pétrolière a été officialisé par le Président ghanéen Nana Akufo-Addo. [Un premier bloc, proche des côtes, sera réservé à la compagnie pétrolière nationale GNPC, tandis que deux autres, situés en eaux profondes, feront l'objet de négociations directes entre le gouvernement et les entreprises candidates. Les trois derniers blocs seront soumis à des appels d'offre.](#) Le Président ghanéen a par ailleurs averti les entreprises disposant de licences mais dont les travaux d'exploration n'ont pas démarré ; celles-ci pourraient être révoquées par les autorités, faute d'avancées notables. Six autres licences devraient également être proposées en 2019. Pour rappel, la quantité d'hydrocarbures produite au Ghana a doublé en 2017 et devrait bientôt dépasser les 200 000 bpj.

## **Libéria**

### **Le Président George Weah prolonge la suspension des droits de douane sur le riz.**

[Le Président George Weah a publié un décret exécutif dans le but de maintenir à un niveau abordable le prix local du riz,](#) aliment de base du pays, prolongeant ainsi, de fait, un décret publié par l'administration précédente. En février 2018, le Président Weah avait rencontré les membres de l'Association des importateurs de riz et souligné sa volonté d'œuvrer

à la réduction du prix de la denrée. Néanmoins, le FMI a mis en garde à de nombreuses reprises contre l'importation continue de riz (entre autres produits), qui aggraverait la balance des paiements du pays, plutôt que de favoriser les investissements dans la production locale.

## Sierra Leone

### **50 MUSD de financements de la Banque mondiale pour des projets dans les secteurs de l'énergie et de l'agro-industrie.**

[La Société financière internationale \(SFI\), du groupe Banque mondiale, a accordé un financement de 40 MUSD au gouvernement de la Sierra Leone pour la construction d'une centrale solaire.](#) Cette dernière, d'une capacité de 50 MW, nécessitera entre 18 et 24 mois pour sa mise en place. Sa production sera injectée dans le réseau électrique national à un prix de 8 cents USD/KWh. Pour rappel, moins de 150 MW sont aujourd'hui installés en Sierra Leone, pour un taux d'électrification total de 12%. Autre investissement du groupe Banque mondiale, [l'Association internationale de développement \(AID\) a conclu un accord de financement de 10 MUSD, toujours avec le gouvernement sierra léonais, afin d'améliorer la compétitivité de la filière agroalimentaire.](#) De ce montant, 2 MUSD devraient servir à améliorer l'environnement des affaires pour les entreprises du secteur (baisse du coût d'obtention de la licence environnementale, renforcement des normes etc.), 6 MUSD seraient destinés à renforcer la chaîne de valeur, et le reste seraient alloués à la mise en œuvre et au suivi du projet.

**Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !**

 [@FR Eco Nigeria](#)

---

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

---